Niveau(x) d'enseignement: 4 Numéro EDUQ : 9470892
Centre d'intérêt: 240

Jaffe, Peter.

Mettre un terme à la violence dans la vie des adolescentes : un défi pour les écoles et la collectivité / Peter Jaffe. -- Ottawa : Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, [1993?].
19 p. ; 28 cm. -- (Les Documents de réflexion A cappella)

Titre de départ. La couv. porte en outre: A cappella. Notes bibliogr.: p. 15-16.

ISBN 0-88989-278-4

Vedette(s)-secondaire(s): Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

Descripteur(s): Violence * Fille * Adolescent * Prévention * Rôle de l'école * Secondaire (Ordre d'enseignement)

Identificateur(s) de nom: Canada

Ce document examine les différentes formes de violence dans la vie des adolescentes canadiennes, explorant l'ampleur de cette violence, les mythes qui la perpétuent et ses répercussions possibles. Il propose quelques stratégies à mettre en oeuvre pour prévenir cette violence et donne à l'école un rôle de premier plan à jouer en ce sens.

Type de document:

A CAPPELLA

Les documents de réflexion A Cappella

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

94-70892

Les documents de réflexion A Cappella :

- *L'estime de soi chez les adolescentes*
  par Peggy Edwards
- *Qualité de l'éducation et vie scolaire*
  par Judi Stevenson
- *Dangers et plaisirs pour les adolescentes : Rapport sur les jeunes femmes et la sexualité*
  par Karen Dubinsky, Ph.D., et Susan Belyea
- *Mettre un terme à la violence dans la vie des adolescentes : Un défi pour les écoles et la collectivité*
  par Peter Jaffe, Ph.D.
- *Égalité des sexes : Perceptions des adolescentes d'aujourd'hui*
  par Rolande Soucie
- *Carrières et projets d'avenir des adolescentes canadiennes*
  par Liz Sayer, Ph.D.

Documents de réflexion :
5 $ chacun + TPS
25 $ la série de 6 documents + TPS

Pour obtenir des exemplaires des documents ou des renseignements sur le projet A Cappella, veuillez communiquer avec la :

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
110, avenue Argyle
Ottawa (Ontario)
K2P 1B4
(613) 232-1505
Télécopie : 232-1886

Mettre un terme à la violence dans la vie des adolescentes :

Un défi pour les écoles et la collectivité

Peter Jaffe, Ph.D.

Les documents de réflexion A Cappella ont été commandés pour appuyer le travail des réseaux A Cappella qui existent maintenant dans chaque province et dans les deux territoires. Les documents s'inscrivent dans le cadre de la deuxième étape du projet A Cappella sur la qualité de la vie des jeunes filles, parrainée par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) et financée par Tambrands Canada Inc., la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants et plusieurs organismes et ministères du gouvernement fédéral (voir l'annexe A).
Pour obtenir des renseignements sur le réseau A Cappella dans votre région, veuillez communiquer avec votre organisation provinciale ou territoriale de la profession enseignante (voir l'annexe B).

L'élaboration du document «Mettre un terme à la violence dans la vie des adolescentes : Un défi pour les écoles et la collectivité» a été financée par le Programme de promotion de la femme du Secrétariat d'État (1993). Le document a également été publié en anglais sous le titre «Ending the Violence in Adolescent Girls' Lives: A Challenge for Schools and Communities». Il est interdit de reproduire le document sans le consentement écrit de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

Peter Jaffe, Ph.D., est directeur des services du tribunal de la famille (London Family Court Clinic) et professeur agrégé auxiliaire de psychologie et de psychiatrie de la University of Western Ontario. M. Jaffe exécute son cinquième mandat comme conseiller du London Board of Education. Tout récemment, il a siégé au Comité canadien sur la violence faite aux femmes.
Heather-jane Robertson (directrice de publication) est directrice des Services de perfectionnement professionnel de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

On peut se procurer des exemplaires du rapport original A Cappella (1990) auprès de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (3 $ + TPS).

Le document de réflexion suivant porte sur certaines des questions clés ressorties de l'étude A Cappella. La traduction a été fournie par la société Shannon & McCall Consulting Limited. La langue de rédaction du document est l'anglais.

ISBN 0-88989-277-6 *Ending the Violence in Adolescent Girls' Lives: A Challenge for Schools and Communities*
ISBN 0-88989-278-4 *Mettre un terme à la violence dans la vie des adolescentes : Un défi pour les écoles et la collectivité*

PUBLICATIONS

Svp. Commander no 5 - (3$)
et no 6 (25$)
Merci. Rachel

FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNA
ET DES ENSEIGNANTS

PLEINS FEUX SUR L'ÉGALITÉ

110, av. Argyle, Ottawa (Ontario) K2P 1B4 Tél. : (613) 232-1505 Télécopie : (613) 232-1886

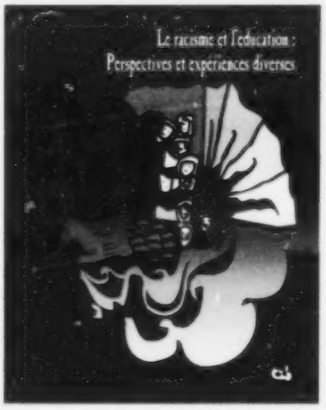
1 LE CHEMIN PARCOURU

LE CHEMIN PARCOURU :
La qualité de la vie (au travail) des enseignantes

Heather-Jane Robertson

Pour les enseignantes, la qualité de la vie est fonction de leur profession et de leur sexe. On trouve dans ce rapport des données canadiennes tant quantitatives que qualitatives sur la complexité, les sources de satisfaction, les restrictions et les défis caractérisant leur vie. Une étude approfondie destinée aux personnes jouant un rôle dans la défense de l'égalité des sexes et dans l'éducation en la matière.

1993, fr./angl.
88 pages
15 $

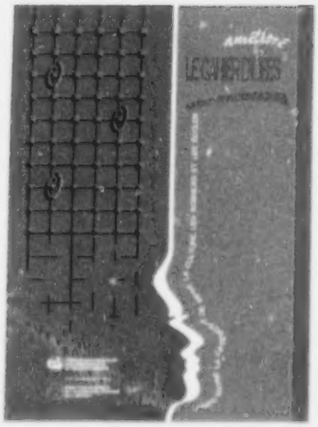


2 LE RACISME ET L'ÉDUCATION

LE RACISME ET L'ÉDUCATION :
Perspectives et expériences diverses

Recueil de douze dissertations renfermant les observations des auteurs et auteures sur l'histoire et la présence du racisme dans l'éducation canadienne. Le personnel enseignant et les élèves sont mis au défi de faire face au problème du racisme. Des arguments réfléchis et convaincants sont présentés en faveur de l'équité et de la justice.

1992, bilingue
216 pages
15 $



3 LE CAHIER D'IDÉES AMÉLIORÉ

LE CAHIER D'IDÉES AMÉLIORÉ :
Liens entre la catégorie de sexe, la culture, les sciences et les écoles

Voici une analyse de vaste portée s'appuyant sur des recherches relatives au contexte culturel et éducationnel dans lequel les élèves de sexe féminin font des choix. On y trouve aussi un nouveau résumé des taux de participation et de réussite des jeunes filles canadiennes en mathématiques, en sciences et en technologie (aux paliers secondaire et postsecondaire), de même qu'une bibliographie annotée de 53 pages.

1992, fr./angl.
140 pages
15 $

4 POUCE!

POUCE!
La prévention en milieu scolaire de la violence faite aux femmes

Un recueil de plans de leçons, M-12e, montre comment aborder dans les salles de classe (ou les clubs communautaires), selon le groupe d'âge, la question de la violence faite aux femmes. S'y trouvent également fiches de données, sources multimédias et synthèses. Plus de 27 000 exemplaires tirés!

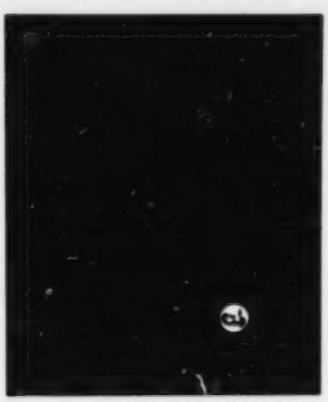
1992, bilingue
66 pages
3 $

5 A CAPPELLA

A CAPPELLA :
Rapport sur les réalités, préoccupations, attentes et obstacles que connaissent les adolescentes au Canada

Ce rapport innovateur se fonde sur des recherches auxquelles ont participé 1 000 filles de 11 à 19 ans. Celles-ci décrivent leur vie et lancent un appel aux adultes pour qu'ils s'occupent d'elles et de leur avenir. Y sont compris les questionnaires et les guides de discussion originaux qui peuvent être reproduits à l'intention de petits groupes.

1990, bilingue
106 pages
3 $

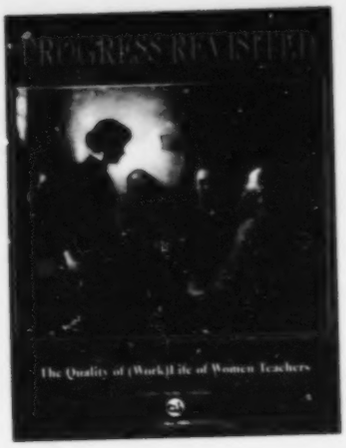


6 LES DOCUMENTS DE RÉFLEXION A CAPPELLA

La FCE a commandé une série de documents de réflexion visant à favoriser l'adoption de lignes de conduite et la réalisation d'initiatives communautaires pour améliorer la qualité de la vie des jeunes femmes. Dans chaque cas, une analyse des théories et des recherches débouche sur des plans d'action précis en milieu scolaire et communautaire. Les articles peuvent être commandés individuellement ou en série complète.

* L'estime de soi chez les adolescentes
* Qualité de l'éducation et de la vie scolaire pour les jeunes femmes
* Les dangers et les plaisirs pour les adolescentes : Rapport sur les jeunes femmes et la sexualité
* Comment mettre un terme à la violence dans la vie des adolescentes : Un défi pour les écoles et la collectivité
* ÉGALITÉ FEMME-HOMME : Perception des adolescentes d'aujourd'hui
* Projets de carrière et d'avenir des jeunes fillettes canadiennes

1993, fr./angl.
5 $ l'article ou 25 $ la série complète

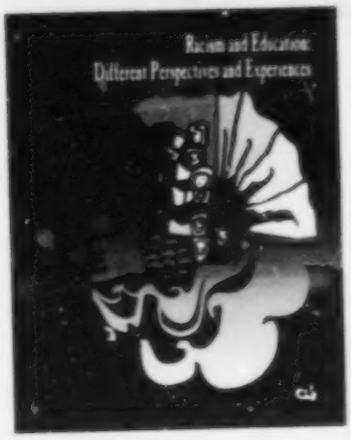


1 PROGRESS REVISITED

PROGESS REVISITED:
The Quality of (Work)Life of Women Teachers
Heather-Jane Robertson

The quality of women teachers' lives is shaped by both gender and profession. This report blends quantitative and qualitative Canadian data to examine the complexity, satisfactions, limitations and challenges of women teachers' lives. A comprehensive resource for policy-makers, advocates and equity educators.

1993, Eng./Fr.
78 pages
$15.00

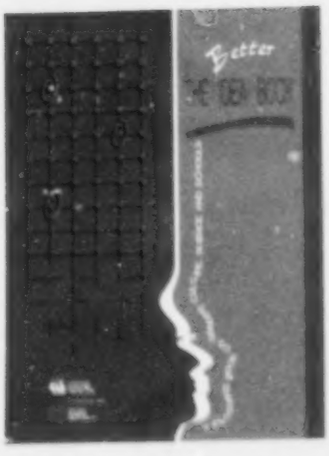


2 RACISM AND EDUCATION

RACISM AND EDUCATION:
Different Perspectives and Experiences

A collection of twelve essays offering first-person observations on the history and presence of racism in Canadian education. The writers challenge teachers and students to come to terms with racism, and offer thoughtful and compelling arguments for equity and justice.

1992, Bilingual
216 pages
$15.00

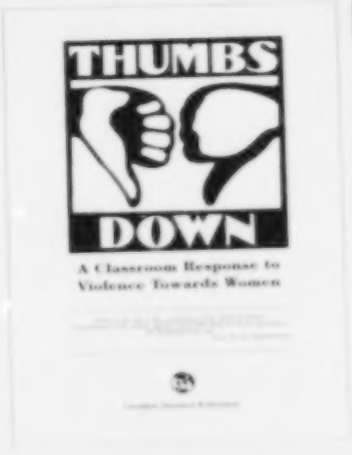


3 THE BETTER IDEA BOOK

THE BETTER IDEA BOOK:
A Resource Book on Gender, Culture, Science and Schools
Heather-Jane Robertson

The Better Idea Book presents a broad, research-based analysis of the cultural and educational context in which female students make choices, a new summary of Canadian girls participation and success rates in mathematics, sciences and technology (secondary and post-secondary), and a 55-page annotated bibliography of 'better ideas'.

1992, Eng./Fr.
142 pages
$15.00

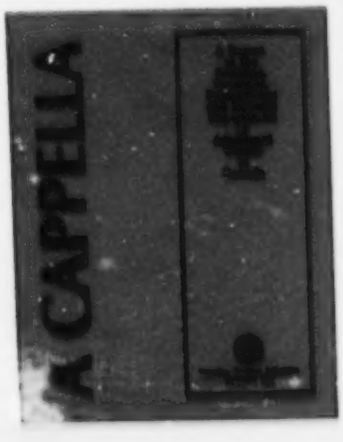


4 THUMBS DOWN!

THUMBS DOWN!
A Classroom Response to Violence Towards Women

Thumbs Down! is a collection of lesson plans, K-12, to bring the issue of violence against Women into the classroom (or community club) in age appropriate ways. Includes fact sheets, multi-media resources and backgrounders. Over 27,000 in print!

1992, Bilingual
86 pages
$3.00

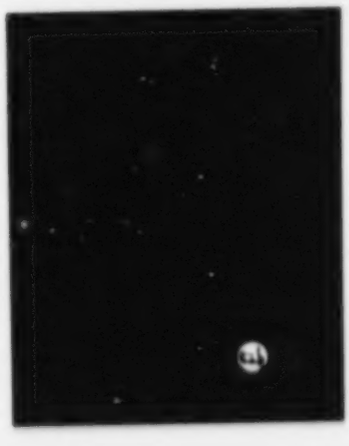


5 A CAPPELLA

A CAPPELLA
A Report on the Realities, Concerns, Expectations and Barriers Experienced by Adolescent Women in Canada

This ground breaking report was based on participatory research involving 1,000 girls ages 9-11, in their own words, young women talk about their lives and call on adults to care about their present and their future. Includes the original questionnaires and discussion guides which can be duplicated for small group use.

1990, Bilingual
106 pages
$3.00



6 THE A CAPPELLA PAPERS

The six A Cappella Papers were commissioned to foster community and policy based responses to the need to improve the quality of young women's lives. Each moves from a review of theory and research to specific action plans for schools and communities.

- Self Esteem and Adolescent Women
- The Quality of Education and School Life
- Dangers, Pressures and Teenage Girls: A Report on Young Women and Sexuality
- Ending the Violence in Adolescent Girls' Lives: A Challenge to Schools and Communities
- Gender Equity: Perceptions of Today's Adolescent Women
- Careers and Future Plans of Young Women in Canada

1993, Eng./Fr.
Each paper $5.00
Set of 6 $25.00

ORDER FORM

[illegible] Publishing Inc. / 110 Spadina Avenue / Suite [illegible] / Toronto, Ontario / M5V 2K4

1) PROGRESS REVISITED ____ x $15.00 = ____
2) RACISM AND EDUCATION ____ x $15.00 = ____
3) THE BETTER IDEA BOOK ____ x $15.00 = ____
4) THUMBS DOWN! ____ x $ 3.00 = ____
5) A CAPPELLA ____ x $ 3.00 = ____
6) THE A CAPPELLA PAPERS (set) ____ x $25.00 = ____

- Self Esteem and Adolescent Women ____ x $0.00 = ____
- The Quality of Education and School ____ x $0.00 = ____
- Dangers, Pressures and Teenage ____ x $0.00 = ____
- Ending the Violence in Adolescent ____ x $0.00 = ____
- Gender Equity: Perceptions of Today's ____ x $0.00 = ____
- Careers and Future Plans of Young ____ x $0.00 = ____

◆◆◆

Subtotal ____
GST ____
Total ____

Name _____

Address _____

City _____ Province _____ Postal Code _____

Phone Number _____ Fax _____

Method of payment

☐ Cheque ☐ Money Order ☐ Please Bill Me

For more information about other CTF publications, please call (613)232-1505

GST Not Included GST Registration Number R100887278

La violence ou la crainte de la violence fait partie de la réalité quotidienne de chaque jeune Canadienne. La violence peut se manifester sous forme de sexisme, de racisme, d'intimidation, de menaces, de mauvais traitements physiques, d'agressions sexuelles et verbales, de violence morale ou psychologique. La violence fait tellement partie du cadre de vie que la plupart des jeunes filles souffrent en silence et supposent qu'elle est inévitable. Certaines d'entre elles ne la remarquent même plus et s'adaptent en ayant moins d'attentes à l'égard de la vie. Certaines filles essaient de la dénoncer et on les ignore ou on leur reproche d'en faire un problème. Dans chacun de ces cas, la violence compromet et empêche ces jeunes filles de bénéficier pleinement d'une vie de qualité. Poussée à l'extrême, la violence met un terme à la vie ou laisse des blessures morales qui contribuent à réduire la confiance en soi et dans le monde extérieur.

Notre document a pour objectif d'explorer les diverses formes de violence qui menacent la vie des adolescentes. Nous étudierons l'ampleur de cette violence et ses répercussions possibles, selon les études récentes. La deuxième moitié du document sera consacrée aux stratégies visant à mettre un terme à la violence et accordant aux écoles un rôle de chefs de file dans le cadre d'une réaction commune de l'ensemble de la collectivité.

Le rapport A Cappella (Rapport sur les réalités, préoccupations, attentes et obstacles que connaissent les adolescentes au Canada)[1] montre que la violence est l'un des principaux sujets de préoccupation des adolescentes. Ce document qui s'appuie sur des entrevues et des discussions avec près de 1 000 adolescentes et leurs enseignants et enseignantes indique que parmi les principales questions de préoccupation, ces jeunes filles nomment les mauvais traitements infligés aux enfants (à la septième place du classement général) et les agressions sexuelles (à la onzième place du classement général). Plus de la moitié des répondantes se sont dites inquiètes de la violence dans la rue et de la violence dans le cadre des relations intimes (femmes battues, violence de la part du petit ami). Il est intéressant de remarquer que parmi les sujets qui ont été les plus cités se trouvent ceux qui, comme l'environnement, et l'alcoolisme et la toxicomanie chez les adolescents, ont fait l'objet de campagnes publicitaires importantes ayant reçu l'appui des secteurs privé et public. On pourrait donc imaginer (comme je vais le faire à la fin de mon document) que la violence contre les filles (et les femmes) puisse être considérée comme une priorité encore plus grande et exiger des mesures correctives si tous les secteurs (gouvernement, secteur privé, industrie et médias) appuyaient des campagnes généralisées visant à rompre le silence que l'on observe à l'égard de la violence faite aux filles. En étudiant ces questions, il est important de se rappeler que la violence a été ignorée pendant des siècles et même ridiculisée par un député au cours de la dernière décennie. Ce n'est que le début d'une prise de conscience du problème pour trop de Canadiens et Canadiennes.

Qu'est-ce que la violence contre les filles? La violence peut se manifester de diverses manières, être infligée par tout un ensemble de personnes dans des cadres très variés. Pour le public, la violence est représentée par les agressions physiques ou sexuelles commises par des étrangers qui guettent dans la rue, tard le soir. La définition de la violence est en fait beaucoup plus large et comprend tout un ensemble de comportements qui menacent la sécurité personnelle et compromettent l'estime que les jeunes filles ont d'elles-mêmes suite à des actes et des paroles nuisibles. De nombreux actes de violence sont subtils et si fréquents qu'on les minimise et refuse de les voir. Par exemple, une adolescente qui suivait à la télévision les audiences du Sénat américain concernant l'affaire Clarence Thomas c. Anita Hill a soudain compris qu'elle avait fréquemment été la victime de harcèlement sexuel à son école de la part d'autres élèves et d'un professeur en particulier qui faisait souvent des plaisanteries sur sa poitrine et d'autres remarques d'ordre sexuel malvenues. Elle a avoué : «Je pensais simplement être mauvaise joueuse et ne pas pouvoir prendre la plaisanterie. Maintenant je sais ce qu'est exactement le harcèlement sexuel.» Elle n'est pas la seule dans ce cas. Avant qu'Anita Hill ne raconte son histoire, parmi

les femmes interrogées, une sur dix seulement avouait avoir subi du harcèlement sexuel. Après l'audience, une femme sur trois osait l'avouer. Les médias avaient donné une définition de la violence qui permettait aux victimes de ne plus se croire coupables.

Lorsqu'on étudie le thème de la violence, il y a quatre mythes importants qu'il faut rejeter. On les trouve un peu partout dans la collectivité, dans les salles du personnel enseignant, dans les cafétérias, dans les couloirs et dans les salles de classe. Les voici :

1. La violence faite aux filles n'est pas un problème. Ce qu'elles en disent est nettement exagéré.

2. Le vrai problème est ailleurs, comme l'alcoolisme ou la pauvreté.

3. Même si la violence faite aux filles est un problème, il n'y a rien que l'on puisse faire pour changer la situation.

4. Même si un changement est possible, le système d'éducation n'est pas responsable de ce problème. La violence est la responsabilité de la police, de la SAE et des tribunaux.

Mythe n° 1 : La violence faite aux filles n'est pas un problème important

Il faut avoir une grande capacité de refus pour entretenir ce mythe. Les travaux sur la violence laissent entendre que toute fille subira une forme quelconque de victimisation. La seule inconnue est la fréquence et la gravité de cette violence.

La violence faite aux filles se produit dans un contexte patriarcal.[2] Le pouvoir et le contrôle matériels, politiques et économiques sont en grande partie l'apanage des hommes dans la société canadienne. Toute fille qui regarde les dix premiers ministres s'efforcer de donner un ordre prioritaire aux problèmes et de négocier une nouvelle constitution pour le Canada a le droit de se poser des questions fondamentales et de se demander notamment qui représente au mieux ses intérêts. La violence n'apparaît pas sans raisons. La violence faite aux filles vient d'une société qui les juge moins égales et moins sûres ou qui les voit comme des victimes consentantes des agressions. Bien que dans ce document nous nous attachions à la violence, il est entendu que la question de l'égalité des femmes et des filles est au centre du problème.

L'un des premiers éléments choquants d'un système de croyances qui estime que la violence faite aux filles n'est pas un problème grave est la fréquence des actes violents à la maison. Au Canada, en moyenne, deux femmes sont tuées par leur mari chaque semaine.[3] En Ontario, plus des deux tiers de toutes les femmes victimes d'homicide (fémicide) sont tuées par leur compagnon proche (d'après des données s'échelonnant entre 1974 et 1990).[4] Un grand nombre d'enfants sont témoins de ces meurtres. Selon une étude récente réalisée à London (Ontario), on a constaté que les femmes avaient treize fois plus de chances d'être agressées chez elles que dans la rue par des étrangers. Lorsque les enfants vivent dans de tels foyers, 80 p. 100 d'entre eux environ sont témoins de l'épisode violent ou de ses suites immédiates.[5] Bien que de nombreux professionnels aient recours à l'expression «violence familiale» pour décrire le problème, 95 p. 100 de tous les actes de cette nature qui sont signalés à la police canadienne ont pour victimes des femmes et des enfants.[6]

Selon une étude, les jeunes filles qui assistent à de tels actes de violence chez elles peuvent avoir d'importants problèmes affectifs et des troubles graves du comportement.[7] Parmi ces problèmes, on peut citer l'angoisse prononcée, la dépression et le repli sur soi. Au moment de l'adolescence, ces jeunes filles risquent davantage d'avoir un comportement autodestructeur, c'est-à-dire de devenir toxicomanes et de faire des tentatives de suicide. Bon nombre d'entre elles quittent la maison et s'exposent au risque de subir davantage d'agressions dans la rue. Selon une étude réalisée à Toronto auprès des jeunes de la rue, on a constaté que la violence et les conflits à la maison étaient la principale raison poussant les adolescentes à vivre dans la rue.[8] Les filles qui sont témoins de violences vont plus facilement l'accepter et fermer les yeux sur les agressions dont elles sont victimes de la part de leur petit ami.[9] Devenues adultes, elles vont moins avoir tendance à aller chercher de l'aide lorsqu'elles subiront des mauvais traitements dans leurs relations.[10]

La nature des symptômes chez les filles qui sont témoins de violence à la maison sont souvent négligées. Les parents, les enseignants et les enseignantes agissent rapidement pour demander de l'aide (counselling) pour les garçons qui réagissent agressivement à leurs problèmes et dérangent leurs camarades ou les adultes qui en sont responsables. Les filles déprimées, angoissées et repliées sur elles-mêmes sont passives et obéissantes. On peut facilement ne pas voir leurs besoins dans des familles perturbées ou des salles de classe surpeuplées.

Les filles risquent les agressions sexuelles. Selon la commission Badgley, les filles canadiennes ont une chance sur deux d'être victimes d'agression sexuelle avant l'âge de 18 ans.[11] Bien que la gravité des agressions puisse aller d'attouchements non désirés à une pénétration vaginale forcée, elle comporte bien souvent la violation d'une situation de confiance. Lors des discussions en classe, la plupart des filles essaient de visualiser un étranger comme auteur des agressions sexuelles. Toutefois, dans plus de 80 p. 100 des cas, l'auteur est un membre de la famille proche comme le beau-père, le frère, un ami de la famille ou un adulte ayant un poste de responsabilité comme un conseiller, un prêtre, un enseignant ou un médecin. Les répercussions de tels actes de violence vont au-delà de la simple agression du corps de la jeune fille, c'est une atteinte à sa capacité de faire confiance et ce peut-être une blessure qu'elle va porter toute sa vie dans ses relations intimes.[12]

Les adolescentes courent également des risques dans leurs premières relations intimes à l'extérieur de la famille. Dans les relations avec le petit ami, on rencontre quelques-uns des mêmes schémas de mauvais traitements et des mêmes problèmes de pouvoir et de contrôle que dans les relations conjugales.[13] Une élève sur neuf dans le cycle secondaire au Canada signale avoir subi des mauvais traitements physiques ou sexuels de la part d'un petit ami. On arrive à une sur sept si on inclut les mauvais traitements verbaux et affectifs comme l'intimidation, une jalousie extrême allant de pair avec la possessivité, les remarques méprisantes et avilissantes et l'humour ridicule ou sexiste. Ces mauvais traitements influent sur le sentiment d'estime de soi de la fille et crée une contrainte entre le désespoir d'être aimée et la crainte d'être seule mais de ne pas subir de violences. Le rapport A Cappella montre les pressions incroyables que subissent les adolescentes lorsqu'il s'agit d'avoir un petit ami, sans tenir compte du choix de la personne :

> *L'une des grandes préoccupations, je pense, est la nécessité de trouver le «gars correct», intelligent et mûr. Personne n'en parle parce que, malheureusement, il ne semble pas exister!*
> (A Cappella, p. 11)

Les filles ne deviennent pas prisonnières de relations amoureuses violentes de la même façon que les femmes se trouvent prises dans un mariage violent par crainte, parce qu'elles n'ont pas d'autres solutions ou à cause des conséquences financières. Toutefois, la nécessité d'être jugée en fonction de la relation avec un garçon et de prendre la responsabilité du succès de cette relation constitue des entraves à une vie sans violence.

Je m'inquiète toujours de ma réputation et de ce que les autres pensent de moi. J'aimerais savoir comment me donner un peu plus de confiance.

Les gens ont besoin d'être plus sensibles au fait que les filles veulent être acceptées... (A Cappella, p. 12)

Il importe de s'intéresser particulièrement à la signification de la violence dans les relations avec le petit ami. La plupart des adolescentes voient la violence comme inévitable. Plus d'une fille sur quatre à qui l'on a posé la question dans le cadre d'une étude a indiqué que la violence était une manifestation de l'amour véritable et du souci qu'on a de l'autre. La logique veut donc qu'un garçon doit vous aimer vraiment avant d'être bouleversé au point de devenir violent et agressif. Une fille sur trois a indiqué que la violence avait effectivement amélioré la relation.[14]

Parmi les actes de violence commis par le petit ami, le plus gros souci des adolescentes était le viol par le petit ami ou les agressions sexuelles dans le cadre des fréquentations.

La plupart des garçons sont prêts à tout...ils ne cherchent pas un engagement, ils veulent simplement s'amuser. Même les «gentils» en sont coupables, qu'ils soient chrétiens ou pas ils ne veulent pas tous nécessairement le sexe mais ils cherchent toujours quelque chose du genre. Moi je sais quand dire NON! mais il y a toujours danger de viol. Je suis terrifiée d'être seule avec un garçon. Bien sûr je ne leur fais jamais savoir... J'ai apparemment la situation «bien en main». Mais tu ne peux pas t'empêcher de te poser des questions. (A Cappella, p. 16)

Indépendamment de la fréquence des viols par un petit ami, le plus gros problème à cet égard est le fait que la chose n'est pas signalée. Selon certaines études, on peut penser qu'un viol par un petit ami sur dix est signalé.[15] Le système de croyances des victimes et des auteurs arrive à tenir la victime pour responsable du fait de sa présence, du fait qu'elle a bu ou du fait qu'elle y a provoqué le garçon. La plupart des victimes craignent d'être à nouveau l'objet de victimisation de la part du système judiciaire et finissent par se reprocher le viol à elles-mêmes. Lors de mes voyages récents dans le cadre des travaux du Comité canadien sur la violence faite aux femmes, une adolescente qui avait été violée par un groupe de garçons au cours d'une soirée du samedi, a conclu en manifestant l'apathie des témoins oculaires, c'est-à-dire en disant que le viol n'était pas «une si grosse affaire», et en estimant que ses parents ou la police lui auraient reproché d'avoir été à la soirée. Ce sentiment est bien résumé par de nombreuses adolescentes et enseignants dans l'étude A Cappella :

Le sentiment de maîtrise de la situation et d'un manque de pouvoir ont été exprimés par rapport aux interactions des filles avec leurs parents, le personnel enseignant et le système judiciaire. En ce qui concerne ce dernier, les filles ont déclaré que les tribunaux ne traitent pas des causes concernant les femmes de façon juste. (A Cappella, p. 18)

La victimisation cumulative

En discutant de la généralisation de la violence faite aux filles, il est important de noter que certaines filles risquent davantage la victimisation et rencontrent plus d'obstacles lorsqu'elles cherchent la sécurité en voulant échapper à la violence.

Au Canada, les adolescentes autochtones courent davantage le risque d'être victimes de violence. Selon certaines études, le taux de violence familiale dans les réserves est de 80 p. 100.[16] Ces filles risquent fort d'être témoins des mauvais traitements infligés à leur mère ou d'être victimes d'agressions physiques et sexuelles à la maison.

L'autre groupe d'adolescentes également très sujet aux actes de violence est celui des filles handicapées. On dit que les probabilités d'être victimes de violence sont de près de 50 p. 100. De nombreuses filles sont victimes des personnes qui s'occupent d'elles. Celles qui ont des troubles affectifs et psychiques représentent un pourcentage élevé des victimes de violence. Des études réalisées auprès des auteurs de tels actes laissent entendre qu'ils recherchent les victimes les plus démunies en espérant qu'elles ne pourront pas raconter leur histoire, qu'on ne les croira pas et qu'il y aura peu de personnes prêtes à les écouter et à les défendre.[17]

Les filles qui sont membres des minorités visibles ou des nouveaux groupes d'immigrants dans notre pays peuvent aussi courir davantage de risques de devenir victimes de violence. Ces filles, pour la plupart, doivent non seulement faire face à la violence, mais aussi au racisme. Il se peut qu'elles ne rencontrent pas de personnes responsables qui comprennent culturellement les problèmes qu'elles rencontrent. En signalant ces actes de violence, elles peuvent avoir l'impression de trahir leur famille ou leur groupe culturel. Dans le cas des nouvelles immigrantes, elles peuvent penser que leur famille va être déportée ou perdre la possibilité de prendre la nationalité canadienne si elles disent aux autorités qu'elles sont victimes d'inceste. Dans certains cas (d'après les expériences vécues dans leur pays d'origine ou au Canada), elles ne verront pas les forces policières comme un «organisme d'assistance» pouvant intervenir efficacement pour régler un «problème familial». Bien que la société canadienne s'enorgueillit de sa tolérance, une étude récente du ministère fédéral de l'Immigration réduit à néant cette image en indiquant qu'une personne sur trois au Canada pense important de «ne pas laisser entrer les personnes qui sont différentes de la plupart des Canadiens et Canadiennes».[18]

Les références que nous avons faites jusqu'ici aux adolescentes supposent une orientation hétérosexuelle pour les questions comme les relations amoureuses. Les filles qui ont des relations homosexuelles (ou qui ont une mère lesbienne) rencontreront d'énormes obstacles lorsqu'il s'agira de signaler des incidents violents. Elles doivent non seulement avoir le courage de signaler la violence, mais il y a de fortes chances qu'elles aient à faire face ce faisant à des réactions homophobiques. Davantage de recherches sont nécessaires sur le sujet en ce qui concerne les adolescentes.[19]

Mythe n° 2 : Le véritable problème est la toxicomanie et la pauvreté

Normalement, à ce stade de l'exposé sur la violence faite aux filles, les sceptiques lèvent la main pour dire que le problème est en fait autre. L'argument est généralement formulé de la façon suivante : «Il est possible que les filles soient en butte à énormément de violence, mais le problème sous-jacent véritable n'est-il pas celui de l'alcoolisme, de la toxicomanie ou de la pauvreté et des répercussions de la récession?». On ne peut ignorer cette question parce que de nombreuses filles acceptent cette façon de raisonner qui permet aux adultes de tourner le dos à la violence et d'essayer de traiter d'autres problèmes.

L'alcool est la première excuse que l'on donne pour la violence. Cette croyance est fortement ancrée dans la tendance du système de justice pénale à minimiser les crimes lorsque l'auteur n'avait pas clairement l'intention de commettre un acte donné. «J'avais bu et ce n'est pas vraiment ce que je voulais faire» ou «Je ne savais pas ce que je faisais», entend-on souvent.

Avant d'étudier ce mythe, il est bon de constater que les personnes qui sont accusées de conduite en état d'ivresse ne viennent plus au tribunal en essayant de minimiser leur infraction et ses conséquences en invoquant l'alcool. En réalité, l'abus d'alcool justifie une sentence plus dure et de sévères réprimandes de la part des juges. Toutefois, si l'auteur ne conduisait pas mais s'est servi de son poing, d'un couteau ou d'une arme à feu et que la victime n'était qu'une adolescente de sa famille (ou se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment), l'optique change.

Dans plusieurs études, on a examiné les liens entre l'alcool et la violence et on a compris que l'alcool pouvait être associé a certains épisodes de violence, mais qu'il n'est pas la cause de la violence. À London (Ontario), deux études importantes ont été entreprises pour interroger des femmes maltraitées par leur compagnon, avec l'aide de la police municipale. Dans plus de la moitié des épisodes de violence, il n'y avait pas eu absorption d'alcool. Pour les incidents où l'alcool était associé à la violence, la grande majorité des victimes ont indiqué que l'auteur les maltraitait également lorsqu'il était sobre Les mêmes schémas de mauvais traitements et de problèmes de pouvoir et de contrôle dans de telles relations existent lorsque l'auteur est sobre.[20,21]

Ces conclusions sont très importantes pour les adolescentes qui s'en prennent à elles-mêmes ou qui excusent les auteurs d'actes de violence lorsqu'ils ont absorbé de l'alcool. Des enquêtes sur le sujet des viols par le petit ami montrent qu'une fille sur cinq pense que «les relations sexuelles forcées sont acceptables» lorsque le petit ami a bu.[22]

La pauvreté est souvent liée à la violence à mauvais escient. Selon une hypothèse, seules les adolescentes qui vivent dans certains quartiers ou dans une situation économique désavantageuse risquent d'être victimes de mauvais traitements. En réalité, la violence ne connaît pas de bornes. Il ne faut pas minimiser les effets des problèmes économiques et du stress de la récession pour un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes. Toutefois, de nombreuses adolescentes vivant dans des familles moyennes ou aisées sont confrontées au même schéma de victimisation chez elles et dans leur communauté, mais dans ce cas on sait mieux cacher le problème et ne pas s'adresser à la police. Au cours de mes exposés dans de nombreux conseils scolaires sur le sujet de la violence faite aux filles, j'entends souvent dire que le problème n'existe pas dans un quartier ou un district donné. Les stéréotypes concernant les victimes et les auteurs d'actes de violence sont très nombreux. Mais lorsqu'on examine les études sur les Canadiens privilégiés qui sont en prison pour des infractions violentes, ce mythe commence à se dissiper. On pense toujours à Colin Thatcher comme l'exemple le plus évident de l'un des hommes les plus puissants du pays qui avait atteint le summum du pouvoir économique et politique en Saskatchewan et qui passera à la postérité uniquement à cause du meurtre abominable de sa femme et de la destruction de sa famille.

Il faut considérer le problème de la pauvreté comme un mauvais traitement en soi. Lorsque les adolescentes envisagent leur avenir, elles ont plus de chances d'être pauvres que leurs camarades de sexe masculin. Le nombre de femmes âgées qui vivent dans la pauvreté et de mères célibataires qui ne reçoivent pas d'allocations est époustouflant. Nombreuses sont les adolescentes qui n'ont pas connu la pauvreté et qui ne peuvent accepter que cela risque davantage de leur arriver. Les filles qui connaissent la pauvreté croient que la situation est irrémédiable et peuvent très bien ne jamais avoir la possibilité d'en sortir :

> *Une fille réservée a affirmé que ce qu'elle craignait le plus à l'égard de son avenir (c'est-à-dire dans dix ans) c'était la perspective d'être pauvre — de vivre dans la pauvreté — elle était nerveuse — c'était sa seule contribution.* (A Cappella, p. 13)

Mythe n° 3 : Il n'y a rien à faire

À ce stade de la discussion de la violence faite aux filles, on est confronté à une certaine paralysie due au fait que la chose est inévitable. Étant donné la nature généralisée de la violence faite aux filles et la prédominance des hommes et des garçons parmi les auteurs, on peut en conclure que c'est ainsi que va le monde et qu'il n'y a rien à faire contre une telle situation. Voilà des siècles que ça dure et quelque chose s'est produit au cours de notre évolution en tant qu'espèce avec l'aide des hormones et des chromosomes Y qui fait que les hommes sont les auteurs d'actes de violence. Cet argument a été clairement exposé et démonté dans un livre publié récemment et intitulé Boys Will Be Boys.[23] L'auteure conclut que les schémas de socialisation des garçons et des filles, et la fréquence avec laquelle on ferme les yeux sur la violence et sur le sexisme et avec laquelle les médias glorifient même ce genre de comportements est pour beaucoup dans ce problème.

Les études confirment l'idée voulant que la violence est un comportement acquis. Les garçons qui voient leur père agresser leur mère risquent davantage de maltraiter leur compagne lorsqu'ils seront adultes. Près de 80 p. 100 de tous les auteurs de mauvais traitements sont des garçons qui ont vécu ce genre d'expérience. Le taux des garçons qui battent leurs femmes après avoir été témoins d'actes de violence graves est mille fois plus important que chez les garçons qui n'ont pas fait cette expérience. Les garçons apprennent que la violence est une façon de résoudre les conflits dans une relation intime et que c'est le moyen de garder le pouvoir et le contrôle dans les relations. Où qu'ils se tournent, ils verront ce message confirmé.[24]

Mythe n° 4 : Le système scolaire n'est pas responsable

Une fois qu'on arrive à la conclusion que la violence faite aux femmes est un comportement acquis, reste à se demander qui est responsable des nouvelles expériences d'apprentissage. Nous développerons dans cette dernière partie de l'étude l'argument selon lequel les écoles jouent un rôle essentiel à l'égard de ce problème. L'hésitation dont on fait preuve à envisager seulement cet argument se présente sous forme de quatre déclarations ou hypothèses fondamentales :

1. La violence n'a rien à voir avec l'enseignement.

2. Dans les écoles de formation pédagogique, on n'apprend pas à devenir travailleur social ou travailleuse sociale, agent ou agente de police.

3. Cette question est sans objet pour la majorité des élèves.

4. L'enseignement ne peut avoir d'effet sur le problème de la violence faite aux filles.

Il faut contester régulièrement ces quatre déclarations tant que les écoles ne joueront pas un rôle essentiel pour essayer de mettre un terme à la violence faite aux filles. Les études indiquent que de trois à cinq élèves, dans chaque classe canadienne, seront confrontées à la violence dans leur foyer au cours de l'année à venir.[25,26] S'attendre à ce que ces élèves soient attentives et réagissent comme il convient aux exigences d'une classe n'est peut-être pas réaliste. Les éducateurs et éducatrices reconnaissent le fait que le développement cognitif, physique, spirituel et affectif des élèves est un tout intimement lié et ne peut être clairement morcelé en fonction des crises que l'on subit dans la vie. Ils s'inquiètent essentiellement du développemem global de l'enfant et non d'un ensemble de sujets fragmentaires. La question est d'une importance

particulière chez les adolescentes qui ont à lutter contre les conséquences de la violence vécue a la maison. Pour de nombreuses filles, l'école représente le seul havre sûr dans leur vie où on ne leur inflige aucune sorte de mauvais traitements. Si l'école devient un milieu insouciant ou insensible à ces problèmes, ou pire encore un milieu dangereux où il existe encore davantage de menaces de violence, aucun apprentissage ne peut avoir lieu.

Beaucoup d'enseignants et d'enseignantes voudraient faire quelque chose pour ce problème mais ne savent trop quel est leur rôle. Il est important de reconnaître que les écoles et le personnel enseignant doivent participer à la reaction de la collectivité contre la violence faite aux tilles, au lieu d'endosser toutes les responsabilités.[27] Les travailleuses et travailleurs sociaux de même que les agents et agentes de police font leur part dans le cadre de mandats différents. Les enseignantes et enseignants restent les défenseurs des élèves individuels et les conseillers qui vont faciliter la compréhension de problèmes difficiles, leur résolution et la recherche de ressources dans la collectivité. Si tous les éducateurs et éducatrices peuvent travailler en prenant comme hypothèse de départ que les filles méritent l'égalité et ont le droit fondamental à la sécurité de la personne et à une vie sans mauvais traitements ni harcèlement, la situation changera rapidement.

La violence faite aux filles est un sujet tout à fait pertinent pour tous les élèves. A commencer par l'école maternelle, les élèves sont exposés à des images constantes de la part des médias qui montrent que l'on ferme les yeux sur cette violence.[28] Les vidéos de rock, les films, les feuilletons télévisés et les bandes dessinées insistent tous sur l'excitation que cause la violence et sur son importance pour résoudre immédiatement des conflits. Selon une étude, un enfant moyen de cinq ans assistera à 8 000 actes de violence par année en passant un nombre moyen d'heures devant la télévision. Un jeune de 15 ans aura vu en moyenne 15 000 fusillades à la télévision au moment où il arrive à la 10e année.

Si les élèves ne voient pas la violence dans les médias, ils la constatent ou en entendent beaucoup parler chez leurs camarades. Selon une enquête réalisée à London (Ontario), la grande majorité des élèves connaissent au moins une personne qui est maltraitée dans sa famille (62 p. 100) ou par son petit ami (54 p. 100).[29] Dans la même étude, les adolescentes indiquent qu'il y a cinq fois plus de chances qu'elles parlent de cette violence à leurs camarades qu'à une personne adulte responsable, comme à un enseignant ou à une conseillère d'orientation. En fait, c'est bien souvent par personne interposée que les enseignants et enseignantes des écoles secondaires sont informés parce qu'un ou une camarade cherche des conseils pour aider la victime. La nécessité pour les écoles de connaître ce problème a été bien précisée par une fille du rapport A Cappella qui a manifesté ses craintes et ses déceptions parce qu'elle essayait d'aider une amie :

> *Que ferais-tu si tu savais que quelqu'un était victime de mauvais traitements d'ordre sexuel? Où peux-tu aller pour de l'aide? (On m'a fait jurer de garder le secret.) AU SECOURS!* (A Cappella, p. 16)

Reste les éducateurs et éducatrices qui hésitent à faire les premiers pas pour mettre un terme à cette violence parce qu'ils sont sceptiques et cyniques en permanence et pensent que rien ne va changer cette situation. En dehors des premiers signaux d'alarme que sont la fatigue ou l'épuisement, une telle croyance fait fi de l'objet général du système scolaire. Tant qu'il y aura des éducateurs et éducatrices pour préparer les élèves à un monde en évolution et pour leur donner les compétences et les attitudes qui leur permettront de vivre une vie de qualité, la suppression de la violence reste l'une des grandes priorités.

Plusieurs études permettent un certain optimiste quant à l'évolution des attitudes et des comportements à l'égard de la violence faite aux filles. On peut commencer à détruire les mythes et à envisager de nouveaux comportements à l'égard des victimes et des auteurs des actes de violence.[30,31,32]

Recommandations

Il n'y a pas de «remède miracle» pour mettre un terme à la violence faite aux filles, mais il y a plusieurs stratégies importantes qui peuvent aider les écoles à oeuvrer avec la collectivité pour changer la situation. Les recommandations qui suivent supposent que le changement ne pourra intervenir que lorsqu'on aura suivi le cheminement naturel qui consiste d'abord à dénoncer le problème, puis à comprendre la nature et l'étendue du problème et à travailler enfin le plus rapidement possible à mettre au point des programmes d'intervention efficaces pour réagir à la violence et des programmes de prévention pour mettre un terme à la violence.

1. **Permettre à chaque école de dénoncer la violence en termes très clairs. Le silence est l'ennemi des victimes de la violence. Il y a des années, lorsque Martin Luther King s'occupait du problème du racisme, il disait qu'il s'inquiétait davantage du silence de ses amis que des actes de ses ennemis. Il en va de même pour la violence faite aux filles.**

Pour dénoncer la violence, les écoles doivent lancer plusieurs initiatives comme la semaine de sensibilisation à la violence au cours de laquelle tout le personnel enseignant et les élèves participeront à des activités en vue de faire prendre davantage conscience du taux inquiétant de violence que notre société tolère. Les activités devront correspondre aux âges des participants et participantes mais il ne faut pas sous-estimer la violence qu'on déjà vue les adolescentes de 11 et 12 ans. Dans les écoles secondaires, il y a d'excellentes ressources permettant d'organiser des manifestations dans les auditoriums comme les films, les personnes qui ont subi la violence et les pièces de théâtre (comme celle mise en scène par la troupe théâtrale de Toronto «Company of Sirens» et intitulée «Whenever I Feel Afraid»).[33]

En mettant au point de telles initiatives, il ne faut pas oublier les principaux intervenants que nous énumérons ci-dessous :

a) **Les parents**. Les parents sont très sensibles à ce sujet et accueillent en fait toute discussion ouverte sur la violence faite aux filles. Le rapport A Cappella indique un très faible taux de refus de la part des parents (1,4 p. 100) lorsque les enseignants et les enseignantes demandent l'autorisation de discuter avec les adolescentes de divers sujets contestés. Il faut informer les parents de ce qui se passe, leur dire pourquoi ces activités ont lieu et leur donner la possibilité d'exprimer leurs inquiétudes. Depuis cinq ans que nous mettrons en oeuvre des programmes de sensibilisation à la violence et de prévention de la violence dans les écoles de London, je n'ai reçu que quatre plaintes de parents qui se demandaient pourquoi leur école n'avait pas encore mis en place ce programme.

b) **Les enseignants**. Il faut que les enseignants et enseignantes se sentent à l'aise face au sujet de la violence faite aux filles. Comme dans tout échantillon de la société, il y a des enseignants qui ont été victimes de la violence ou qui ont survécu et il y a des enseignants qui infligent la violence. Certains auront besoin d'aide pour traiter du sujet; d'autres devront être écartés ou formés afin qu'on ne perpétue pas des attitudes malvenues. Les conseils ou commissions scolaires peuvent apporter leur soutien sous

forme de programmes d'aide aux employés qui tiennent compte des problèmes du personnel dans ce domaine, ainsi que des activités de perfectionnement professionnel pour sensibiliser le personnel enseignant et lui permettre de prendre des initiatives avec ces programmes. Un groupe d'enseignants et d'enseignantes s'est réuni pour écrire et jouer une pièce sur «les écueils de la salle du personnel enseignant» afin d'encourager une discussion plus ouverte sur les attitudes parmi les enseignants et les enseignantes et la résistance au changement.[34]

c) **Les filles**. Les filles vont vraisemblablement discuter de leur sentiment et de la violence qu'elles ont pu vivre si on leur offre encouragement et compréhension, ce qui n'est pas toujours possible en groupe avec certains membres du perosnnel enseignant ou des camarades. Ce problème est illustré par la remarque d'une fille citée dans le rapport A Cappella :

> *Lorsque je reprends un enseignant qui a fait une remarque sexiste, pourquoi est-ce que je me fais toujours répondre par une insulte?*
>
> (A Cappella, p. 19)

d) **Les garçons**. Si les garcons ne font pas partie de la solution au problème de la violence contre les filles, ils continueront à faire partie du problème. En dénonçant la violence dans n'importe quelle école, on va déclencher une première réaction de dénégation et d'incohérence. Le fait de dénoncer le problème sera considéré comme une «chasse à l'homme». Il faut que le personnel enseignant joue un rôle de chef de file en donnant le modèle d'un esprit ouvert et en se montrant responsable du problème. Il faut qu'on encourage les garcons à rechercher les possibilités de victimisation qu'ils ont vécues et la facon dont on les socialise pour en faire des «machos».

> *Vos frères vous battent, ils vous ennuient, ils aiment montrer leurs muscles. Un peu comme Arnold Schwartzenegger.*
>
> *...Ils subissent aussi les pressions, ils doivent être machos. C'est la société dans laquelle nous vivons qui produit ceci.* (A Cappella, p. ix)

Il faut que les garcons comprennent que la principale manifestation de violence contre les filles est le sexisme sous toutes ses formes. Ils auront peut-être besoin d'exemples parlants choisis dans le monde du sport, par exemple. On pourra citer notamment les articles de la section des sports du Globe and Mail publiés en 1992 sur les problèmes qu'a rencontrés le joueur de troisième but des Blue Jays, Kelly Gruber, parce qu'il avait des blessures suspectes et avait perdu la confiance de ses coéquipiers. Le Globe prétendait que ses coéquipiers l'appelaient dans son dos «Mme Gruber». Il est important que les garcons essaient de voir la signification de cette représentation et opposent ces images à celles de Silken Lauren et Sylvie Fréchette qui ont gagné des médailles aux Jeux olympiques d'été 1992 malgré d'énormes souffrances physiques et psychologiques.

e) **La collectivité**. Au cours de nos cinq premiers ateliers de prévention de la violence dans les écoles secondaires, nous avons eu plus de 90 bénévoles de 23 organismes communautaires différents qui nous ont aidés pour les discussions en classe. Il s'agissait notamment d'avocats et d'avocates, de médecins de famille, d'agents et d'agentes de police, de travailleuses et travailleurs sociaux, d'infirmières hygiénistes, de travailleurs et travailleuses des centres pour femmes violées et des foyers d'accueil. Cette participation a été indispensable pour aider les élèves à traiter l'information qu'ils avaient reçue lors

des manifestations dans l'auditorium et pour les sensibiliser à toutes les formes d'aide qu'offre la communauté pour réagir face à la violence faite aux filles. (Après les ateliers, les organismes offrant des services aux femmes battues, des programmes de traitement pour les hommes et des services de counselling pour les enfants qui sont témoins de violence ont vu les demandes de service augmenter nettement.) Le personnel enseignant et de soutien des écoles se sont sentis bien épaulés en ayant la possibilité de créer des réseaux avec les professionnels de la collectivité et ont avoué être mieux préparés à toute retombée du programme, qu'il s'agisse de victimes qui avouent leurs problèmes ou d'hommes qui réagissent.)

2. **Il est nécessaire d'avoir l'engagement net des conseillers et conseillères scolaires, ainsi que du personnel d'administration et de direction d'école pour deux problèmes : l'égalité des femmes et des filles et la tolérance zéro de la violence. L'égalité est au coeur même du problème de la violence faite aux filles. Tant que les filles seront traitées comme moins qu'égales, on les désigne comme des citoyennes de deuxième classe qui sont sans danger et qui sont les cibles consentantes des plaisanteries sexistes, du harcèlement et des mauvais traitements. Les systèmes scolaires qui encouragent l'égalité dans toutes leurs déclarations publiques, dans leurs politiques et pratiques d'embauche et de promotion, ainsi que dans le financement des programmes, permettent à l'ensemble du personnel enseignant et des élèves d'exiger cette égalité dans chaque école.**

Le rapport A Cappella constitue une excellente preuve montrant que les adolescentes ont d'autres attentes pour leur avenir; elles sont notamment conscientes de la nécessité «de poursuivre un but et d'être autonome sur le plan financier» et non d'être «un modèle de dépendance qu'on pourrait qualifier de «Cendrillon des années 60» (rapport A Cappella, p. 22). Ce changement ne peut avoir lieu tout seul. Il faut que les écoles, les parents et les camarades de sexe masculin facilitent l'avènement de cette nouvelle réalité. Le défi d'un tel changement est évident lorsqu'on regarde les résultats d'une enquête où l'on a constaté qu'un garcon sur cinq et une fille sur huit croient que l'égalité peut amener à la violence![35] Ce système de croyances permet aux filles d'être maltraitées si elles cherchent l'égalité ou de s'en prendre à elles-mêmes lorsqu'elles sont victimes d'actes de violence parce qu'elles ont essayé d'être des égales. Dans le rapport A Cappella, il est évident que la grande majorité des adolescentes souhaitent l'égalité pour elles-mêmes mais s'inquiètent d'être quand même aimées et acceptées avec cela. Leurs craintes d'être traitées de «révolutionnaires» est évidente dans la déclaration suivante :

> *Je crois qu'il est important d'apprendre à faire face aux pressions sociales, que ce soit l'alcool, le sexe ou le tabac. Il est également important d'apprendre à faire face à la discrimination dans le monde du travail sans être féministes (pouah!).*
>
> (A Cappella, p. 19)

Il faut que les systèmes scolaires prennent la tête de file en faisant de l'égalité des femmes une priorité et une question fondamentale afin de montrer qu'il n'est plus nécessaire de juger révolutionnaires ou provocateurs les hommes et les femmes, les filles et les garcons qui encouragent cette égalité. Comme l'a dit Marion Boyd, anciennement ministre de l'Éducation de l'Ontario : «Il n'est plus nécessaire que le terme de "féministe" soit mal coté dans les écoles.»

C'est le voeu de tous les enseignants et enseignantes, de tous les parents et de tous les élèves que l'école soit un milieu accueillant et formateur où n'existe ni la violence ni le harcèlement. Les chefs de file des systèmes scolaires peuvent renforcer ce message en déclarant la «tolérance zéro pour la violence». Cette expression a été employée avec succès dans divers contextes,

comme par exemple par l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario et son utilisation a été récemment recommandée dans les écoles par le Comité canadien sur la violence faite aux femmes.[36]

> *L'adoption de la tolérance zéro de la violence faite aux femmes dans les organismes et les institutions se traduira par l'adoption de politiques et de pratiques assurant et appuyant la sécurité des femmes qui travaillent ou vivent dans ces institutions ou qui sont leurs clientes. Pour ... les ... organismes dont les dirigeants ou les membres détiennent des postes de confiance ou des pouvoirs spéciaux, la tolérance zéro comportera l'obligation de mettre en place les politiques et pratiques les plus efficaces possible pour prévenir la violence — ainsi que les mécanismes les plus efficaces possible pour recueillir les plaintes, faire enquête et prendre des décisions. Des programmes de formation obligatoire seront instaurés à l'échelle la plus vaste possible...*[37] [TRADUCTION]

Le problème du harcèlement sexuel des enseignants et des élèves est un bon exemple de tolérance zéro. De nombreux conseils et commissions scolaires ont des politiques à cet égard. Toutefois, la plupart d'entre elles se couvrent de poussière sur les étagères encombrées des bureaux de la direction. Dans de nombreux cas, l'information n'est pas largement disséminée ni affichée en évidence et présentée sour forme claire et compréhensible. Il est bien rare que l'on donne la priorité aux réunions pédagogiques qui aident le personnel enseignant et les élèves à déceler et même à éviter de futurs incidents de harcèlement.

3. **La dernière recommandation qu'il reste à faire porte sur les programmes scolaires et les aptitudes pour la prévention de la violence. Chaque fois qu'on parle d'élaboration de programmes scolaires à un groupe d'éducateurs et d'éducatrices, on risque fort d'entendre de profonds soupirs et des remarques immédiates sur les programmes trop chargés et sur les exigences excessives que l'on a envers le personnel enseignant en lui demandant de traiter de problèmes sociaux tels que la violence faite aux filles. La réponse réside dans l'intégration d'idées et de propositions novatrices dans les programmes.[38] D'après mon expérience, le personnel enseignant doit avoir un rôle important dans l'élaboration de matières pouvant être intégrées dans les plans de leçon existants et dans les discussions en classe. En général, on envoie dans les entrepôts les classeurs de luxe et les vidéocassettes un peu longues pour ne plus les en sortir. Il y a de fortes chances que le matériel qui facilite la tâche au personnel enseignant et qui répond en grande partie aux exigences d'une classe surpeuplée où les besoins sont divers et multiples soit utile. On peut citer à titre d'exemple un excellent document de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants intitulé Pouce! La prévention en milieu scolaire de la violence faite aux femmes.[39] Dans mes voyages à travers le pays, les idées les plus utiles à l'égard du programme étaient celles d'enseignants et d'enseignantes qui avaient étudié les leçons existantes et qui avaient trouvé le moyen d'intégrer le sujet de la violence faite aux filles. Par exemple, le professeur de mathématiques qui en traitant des graphiques, des fractions et des ratios a demandé à ses élèves de noter le nombre d'actes de violence par heure dans leur émission télévisée favorite et de faire ensuite un graphique avec les résultats obtenus pour les heures de grande écoute. Cette leçon dépasse le cadre des mathématiques.**

Il y a une dernière recommandation sur laquelle il faut insister, c'est l'importance qu'il y a à donner aux élèves la possibilité de se sensibiliser eux-mêmes et de trouver leurs propres solutions pour mettre un terme à la violence faite aux filles. Comme le savent la plupart des éducateurs et éducatrices, les meilleures leçons sont celles qui exigent des élèves la plus grande participation active. Les adolescentes et les adolescents s'inquiètent beaucoup des problèmes sociaux et veulent créer une société meilleure. De même que les élèves ont joué un rôle actif lorsqu'il a été question de sauver la planète ou de changer les attitudes sur la conduite en état d'ivresse, ils veulent vraiment trouver des solutions pour mettre un terme à la violence. Dans notre enquête sur les élèves des écoles secondaires, plus de 80 p. 100 d'entre eux estiment que les écoles devraient jouer un rôle pour sensibiliser davantage aux effets de la violence et aux moyens de l'éviter.[40] Lorsqu'on donne aux adolescents et adolescentes des informations sur la violence faite aux filles ou qu'on leur permet d'acquérir des aptitudes pour la résolution des conflits,[41] ils relèvent généralement le défi si on leur offre les encouragements et l'appui qu'ils méritent. Les élèves mettent au point des programmes de soutien pour leurs camarades, font des campagnes de financement pour les foyers d'accueil locaux pour femmes battues et des campagnes de sensibilisation à la violence (p. ex., SAVE - Students Against Violence Everywhere). Comme me l'a dit une adolescente sûre d'elle-même il y a dix ans, après une série de conférences sur la violence faite aux femmes, «Merci de nous informer, mais il ne faut pas oublier que c'est votre génération et toutes celles qui l'ont précédée qui ont permis à ce problème de prendre l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui. Ce n'est pas de vous dont on a besoin en ce moment, on préférerait se réunir entre nous pour essayer de voir ce qu'on peut faire pour mettre un terme à la violence.»

NOTES DE RENVOI :

1. FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS. A Cappella : Rapport sur les réalités, préoccupations, attentes et obstacles que connaissent les adolescentes au Canada, Ottawa, Ontario, 1990.

2. COMITÉ CANADIEN SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES. Un rapport d'étape, Ottawa, Ontario, 1992.

3. SERVICE JUSTAT. L'homicide au Canada, Ottawa, Ontario : Centre canadien de la statistique juridique, vol. 10, n° 14, 1989.

4. CRAWFORD, M. et R. Gartner. Woman Killing: Intimate Femicide in Ontario 1974-1990, Toronto, Ontario : Women We Honour Action Committee, 1992.

5. JAFFE, P.G., D.A. Wolfe et S.K. Wilson. Children of Battered Women, Newbury Park, Californie : Sage, 1990.

6. Ibid.

7. Ibid.

8. DAVIDSON, T. Conjugal Crime: Understanding and Changing the Wife Beating Pattern, New York, New York : Hawthorn, 1978.

9. LEVY, B. Dating violence: Young women in danger, Seattle, Washington : Seal Press, 1991.

10. HOFFMAN, B.F., D. Sinclair, D. Currie et P. Jaffe. «Wife Assault: Understanding and Helping the Women, the Man and the Children», Ontario Medical Review, juillet 1990, p. 36 à 44.

11. BADGLEY, R. Rapport du comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes, Ottawa, Ontario : publication du gouvernement du Canada, 1984.

12. PRICE, L.S. Patterns of Violence in the Lives of Girls and Women, Vancouver, Colombie-Britannique : Women's Research Centre, 1989.

13. MERCER, S.L. Not A Pretty Picture: An Exploratory Study of Violence Against Women in High School Dating Relationships, 1987, document non publié. (Pour l'obtenir s'adresser à l'Education Wife Assault, Toronto, Ontario.)

14. CHRICHTON, S. «The Riddle of Dating Violence», Seventeen, août 1992, p. 336 et 337.

15. ADAMS, A. et G. Abarbanel. Sexual Assault on Campus: What Colleges Can Do, Santa Monica, Californie : Rape Treatment Centre, 1988.

16. COMITÉ CANADIEN SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES. Un rapport d'étape, Ottawa, Ontario, 1992.

17. McPHERSON, C. «Violence Against Women with Disabilities: Tackling the Problem», Strategies for Change, vol. 12, n° 1, 1991.

18. PRESSE CANADIENNE. «Poll Showed Hostility to Immigrants», The Globe and Mail, le 14 septembre 1992, p. A4.

19. LEVY, B. et K. Lobel. «Lesbian Teens in Abusive Relationships» dans B. Levy (éd.), Dating Violence: Young Women in danger, Seattle, Washington : Seal Press, 1991.

20. JAFFE, P., D. Wolfe, A. Telford et G. Austin. «The Impact of Police Charges in Incidents of Wife Abuse», Journal of Family Violence, vol. 1, n° 1, 1986, p. 37 à 49.

21. DUTTON, D.G. The Domestic Assault of Women: Psychological and Criminal Justice Perspectives, Toronto, Ontario : Allyn et Bacon, 1988.

22. GIARUSSO, R., P. Johnson, J. Goodchilds et G. Zellman. Adolescent Cues Signals: Sexual Assault, San Diego, Californie, 1979, document présenté à un symposium lors d'une réunion de la Western Psychological Association.

23. MIEDZIAN, M. Boys Will be Boys, New York, New York : Doubleday, 1991.

24. JAFFE, P.G., D.A. Wolfe et S.K. Wilson. Children of Battered Women, Newbury Park, Californie : Sage, 1990.

25. Ibid.

26. KINCAID, P.J. The Omitted Reality: Husband-wife Violence in Ontario and Policy Implications for Education, Concord, Ontario : Belsten, 1982.

27. JAFFE, P., E. Hastings et D. Reitzel. «Child Witnesses of Woman Abuse: How Can Schools Respond?», Response to the Victimization of Women and Children, vol. 79, n° 17, 1992, p. 12 à 15.

28. SLABY, R.G. et G.R. Quarfoth. «Effects of Television on the Developing Child» dans BW. Camp (éd.), Advances in behavioral Paediatrics, Greenwich, Connecticut : JAI Press, vol. 1, 1980, p. 225 et 226.

29. JAFFE, P.G., M. Sudermann, D. Reitzel et S. Killip. «An evaluation of a secondary school primary prevention programme on violence in intimate relationships», Violence and Victims, sous presse.

30. Ibid.

31. JONES, L.D. Minnesota Coalition for Battered Women School Curriculum Project Evaluation Report, 1987, manuscrit non publié, School of Social Work, University of Minnesota, Minneapolis.

32. FITZPATRICK, D. Outreach to Teens: A Manual for Counsellors Who Work with Teen Victims of Violence Against Women, Amherst, Nouvelle-Écosse : Cumberland County Transition House, 1992.

33. BOARD OF EDUCATION FOR THE CITY OF LONDON. Violence Prevention, London, Ontario, n° 2, juin 1991.

34. FITZPATRICK, D. Outreach to Teens: A Manual for Counsellors Who Work with Teen Victims of Violence Against Women, Amherst, Nouvelle-Écosse : Cumberland County Transition House, 1992.

35. JAFFE, P.G., M. Sudermann, D. Reitzel et S. Killip. «An evaluation of a secondary school primary prevention programme on violence in intimate relationships. Violence and Victims, sous presse.

36. COMITÉ CANADIEN SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES. Un rapport d'étape, Ottawa, Ontario, 1992.

37. Ibid.

38. BOARD OF EDUCATION FOR THE CITY OF LONDON. Violence Prevention, London, Ontario, n° 1, juin 1991.

39. FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS. Pouce! La prévention en milieu scolaire de la violence faite aux femmes, Ottawa, Ontario, 1990.

40. JAFFE, P.G., M. Sudermann, D. Reitzel et S. Killip. «An evaluation of a secondary school primary prevention programme on violence in intimate relationships. Violence and Victims, sous presse.

41. AUTY, S. The Safe School Task force: Schools and Communities - Partners for a Safe Society, Toronto, Ontario : The Safe School Task Force, juin 1992.

Remerciements

La FCE tient à remercier les organismes qui ont parrainé le projet A Cappella : Deuxième étape. C'est grâce à eux que la Fédération et ses Membres pourront utiliser les conclusions de l'étude A Cappella pour promouvoir les changements susceptibles d'améliorer la vie des adolescentes au Canada.

- **Tambrands Canada**
  Le fabricant des tampons Tampax s'est engagé à approfondir ses connaissances sur les réalités des adolescentes et des femmes afin de mieux s'occuper d'elles. Il a donc apporté une contribution généreuse à notre projet et a offert d'utiliser son numéro sans frais (1-800-268-3448) pour répondre aux demandes de renseignements. De plus, il a financé des articles de journaux et suscité l'intérêt des médias pour les questions touchant les jeunes femmes.

- **Programme de promotion de la femme, Secrétariat d'État**
  Après avoir parrainé l'étude initiale, ce programme a également financé la consultation nationale entreprise dans le cadre de la deuxième étape, ainsi que deux des documents de réflexion.

- **Division de la prévention de la violence familiale, Santé nationale et Bien-être social Canada**
  Cette division a permis à des représentantes des organisations féminines de participer aux ateliers organisés dans le cadre du projet et a financé la préparation de l'un des documents de réflexion.

- **Unité d'éducation et de prévention en matière de SIDA, Santé nationale et Bien-être social Canada**
  Cette unité nous a permis de réaliser un des documents de réflexion et le cahier utilisé dans les ateliers régionaux, ainsi que d'étendre la participation à ces ateliers.

- **Programme pour les femmes, Sports Canada**
  Ce programme, qui relève de Condition physique et Sport amateur, a financé la préparation de l'un des documents de réflexion par l'intermédiaire de l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique.

- **Affaires de la jeunesse, Emploi et Immigration Canada**
  Cette direction générale a financé, par l'entremise de son programme «L'école avant tout», la préparation de l'un des documents de réflexion.

- **Éducation et formation, Santé nationale et Bien-être social Canada**
  Ce service a financé la participation des conférenciers et conférencières aux trois ateliers régionaux.

- **Organisations Membres de la FCE**
  Les associations provinciales/territoriales de la FCE ont participé au projet en coordonnant leurs délégations respectives aux ateliers régionaux et en attirant l'attention sur les problèmes qu'éprouvent les adolescentes.

® TAMPAX — Marque de commerce déposée. T.M. TAMBRANDS INC. © 1992 TAMBRANDS CANADA INC. — utilisateur autorisé.

Organisations Membres de la FCE et organisations affiliées à la FEO

British Columbia Teachers' Federation
2235, rue Burrard
Vancouver (Colombie-Britannique) V6J 3H9
(604) 731-8121

The Alberta Teachers' Association
11010-142e Rue
Edmonton (Alberta) T5N 2R1
(403) 453-2411

Saskatchewan Teachers' Federation
C.P. 1108
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3N3
(306) 373-1660

The Manitoba Teachers' Society
191, rue Harcourt
Winnipeg (Manitoba) R3J 3H2
(204) 888-7961

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
1260, rue Bay
Bureau 700
Toronto (Ontario) M5R 2B5
(416) 966-3424

Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens
681, chemin Belfast
Ottawa (Ontario) K1G 0Z4
(613) 244-2336

Ontario Public School Teachers' Federation
1260, rue Bay
Bureau 200
Toronto (Ontario) M5R 2B7
(416) 928-1128

Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
60, promenade Mobile
Toronto (Ontario) M4A 2P3
(416) 751-8300

Federation of Women Teachers' Associations of Ontario
1260, rue Bay
Bureau 300
Toronto (Ontario) M5R 2B8
(416) 964-1232

The Ontario English Catholic Teachers' Association
65, avenue Saint-Clair est
Bureau 400
Toronto (Ontario) M4T 2Y8
(416) 925-2493

Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec
17035, boulevard Brunswick
Bureau 1
Kirkland (Québec) H9H 5G6
(514) 694-9777

New Brunswick Teachers' Association
C.P. 752
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5R6
(506) 452-8921

Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick
650 Montgomery
C.P. 712
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5B4
(506) 452-1731

Nova Scotia Teachers Union
3106, chemin Dutch Village
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3L 4L7
(902) 477-5621

Newfoundland and Labrador Teachers' Association
3, chemin Kenmount
Saint John's (Terre-Neuve) A1B 1W1
(709) 726-3223

Prince Edward Island Teachers' Federation
C.P. 6000
Charlottetown (I.-P.-É.) C1A 8B4
(902) 569-4157

Northwest Territories Teachers' Association
5018-48e Rue
C.P. 2340
Yellowknife (T. N.-O.) X1A 2P7
(403) 873-8501

Yukon Teachers' Association
2064, avenue Second
Whitehorse (Yukon) Y1A 1A9
(403) 668-6777